

ChS/mr

**Contribution au colloque Paris Europlace – Cercle des économistes
du 24 novembre 2008**

« Renforcer la contribution de la finance au développement durable »

Je suis très heureux d'apporter une modeste contribution à ce colloque organisé par Paris Europlace et par le Cercle des économistes.

Ce colloque est particulièrement bienvenu en période de crise où les incertitudes sont considérables sur l'évolution des marchés financiers et sur celle des économies, développées ou émergentes.

Je dirai quelques mots sur la réforme de la finance internationale sur laquelle se penche le G20. J'ai participé, comme ministre de l'Economie et des Finances à la première réunion du G20, qui s'est tenue à Berlin il y a maintenant neuf ans. Le communiqué de cette réunion insistait déjà sur l'ambition d'une coopération pour « réaliser une croissance économique mondiale stable et durable, bénéficiant à tous ».

Dans un paragraphe de ce communiqué de 1999 le mot « vulnérabilité » apparaissait trois fois. Vulnérabilité aux mouvements désordonnés des capitaux à court terme. Vulnérabilité due à des régimes de taux de change non soutenables. Vulnérabilité à réduire par une action forte de la communauté internationale dans plusieurs directions :

- a) codes et normes internationaux, en matière de transparence, diffusion des données et politiques relatives au secteur financier.
- b) libéralisation multilatérale du commerce international.

Dans un « Accord pour une croissance durable » de 2004, le G20 pointait du doigt la volatilité accrue du prix du pétrole, la persistance de déséquilibres extérieurs et des inquiétudes géopolitiques. Il recommandait que les Etats-Unis mettent de l'ordre dans leurs finances publiques, que la Chine n'accumule plus un surplus extérieur anormal, que le Japon et l'Europe s'engagent dans des réformes structurelles pour accélérer leur croissance.

On lisait même, dans ce communiqué de 2004, un appel renouvelé à la transparence financière et suggérant d'échanger de l'information pour améliorer la collecte des impôts.

Le G20 a donc fait preuve de lucidité. Personne ne peut dire aujourd'hui : « on ne savait pas ». Mais la lucidité n'a pas suffi. Les gouvernements, en particulier celui de la première puissance économique mondiale, n'ont pas tenu compte de cet engagement collectif.

La crise étant venue, je fais confiance au G20 pour plaider en faveur des réformes vigoureuses que la situation impose.

Je suis aujourd'hui adjoint au Maire de Paris et voudrais vous parler de la face cachée de l'économie, celle qui soutient la croissance et le développement durable avec efficacité et discrétion.

D'abord un mot sur les collectivités locales. L'Etat est sous les projecteurs de l'actualité mais, en France, les trois-quarts des investissements publics sont effectués par les régions, les départements, les villes. Paris, qui bénéficie d'une note AAA, va dépenser plus au cours de chacune des six années à venir qu'elle a investi en moyenne au cours des sept années de la précédente mandature. En particulier, un milliard d'euros seront consacrés en six ans à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation. Sachant que le budget annuel est de 7 milliards d'euros, c'est un véritable effort pour soutenir le développement durable.

Paris et sa région ont aussi aidé à la création de sept « clusters » (pôles de compétitivité) dans les domaines des technologies de l'information, des bio-technologies, des « green-techs »... et aussi de la finance. Partenaire assidu et confiant de Paris Europlace, nous soutenons le pôle « Finance innovation » où la très bonne école mathématique de Paris va certainement aider à mieux mesurer les risques, sans pour autant affaiblir une industrie financière dont la vocation est de canaliser l'épargne vers l'investissement à long terme.

Paris a voté il y a un an un Plan climat ambitieux qui réduisait de 30 % la consommation d'énergie des bâtiments publics et de 75 % sur les logements et autres bâtiments privés, entre 2004 et 2020. Si le financement public et privé est trouvé, il y a là un moyen puissant de soutenir la conjoncture. « Quand le bâtiment va, tout va ».

Un mot aussi sur les petites et moyennes entreprises. Les PME (moins de 500 salariés) emploient 80 % des salariés parisiens. Elles sont motrices du développement local et sont, plus souvent qu'on ne le croit, des acteurs importants du développement mondial. Elles ne font guère l'actualité, sauf lorsqu'elles menacent de licencier. Elles peuvent être les premières victimes d'une contraction excessive du crédit. C'est pourquoi, avec des moyens forcément limités, Paris garantit des prêts Oséo aux PME; Paris favorise des prêts d'honneur et le capital risque en direction des jeunes entreprises innovantes. Paris Entrepreneurs, Paris Business Angels sont nés il y a cinq ans. Paris pionnières aussi, qui aide les femmes à créer leur entreprise.

Nous avons multiplié par huit la surface des incubateurs et des pépinières et entendons le doubler encore dans les six années à venir.

Et bien évidemment, nous soutenons l'économie solidaire, le micro-crédit de l'ADIE et d'autres réseaux. Il n'y aurait pas de développement à long terme si une partie de la population était durablement écartée de l'emploi.

En conclusion, que ce soit au niveau de la planète avec le G20 ou au niveau de nos Etats et de nos collectivités, il n'y a qu'un choix possible : celui du courage. Nous savons depuis 1999 que les choses ne s'arrangent pas spontanément ; que les marchés ont de grands mérites mais qu'ils ont besoin d'un code de la route si l'on veut éviter les carambolages dramatiques.

Avec du courage, tout est possible.